



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 23 – Semaine du 5 juin au 9 juin 2023

## En bref

### Tunisie :

- Le Président de la République tunisienne s'entretient avec le Président de la République française le 3 juin
- La Présidente du Conseil des ministres italien en visite en Tunisie
- Le Président de la République tunisienne propose une taxation supplémentaire sur les plus riches à la place de la levée des subventions
- La Société Générale engage une réflexion stratégique sur sa participation au capital de l'Union Internationale de Banques (UIB)
- La Banque Mondiale et la Tunisie signent un accord de financement de 113,6 M€ pour des projets d'assainissement
- L'Institut tunisien des études stratégiques publie une étude sur le secteur informel en Tunisie
- Première exportation tunisienne dans le cadre de la ZLECAf
- Visite de la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Sidi Ben Aoun financée par l'AFD
- Visite du Vice-président de la BERD, Jürgen Rigterink en Tunisie.

### Libye :

- La NOC achève la construction d'une conduite de gaz pour l'usine de dessalement de Zuwara
- Rencontre entre président du Conseil présidentiel, Muhammad Al-Manfi et l'envoyé spécial du Président français en Libye, Paul Soler

## LE CHIFFRE À RETENIR

30

Montant en millions d'euros de la STEP issue du programme d'assainissement des quartiers populaires (PNAQP5) financé par l'AFD à Sidi Bouzid

## Tunisie

- **Le Président de la République tunisienne s'entretient avec le Président de la République française**

**Le Président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, s'est entretenu avec son homologue français, Emmanuel Macron, lors d'un appel téléphonique le 3 juin. Les échanges ont principalement porté sur la question migratoire et les difficultés financières de la Tunisie.** Kaïs Saïed en a profité pour rappeler sa position sur l'accord avec le Fonds monétaire international (FMI), qu'il qualifie d'"allumette craquée près d'une poudrière", en rappelant les émeutes du pain de 1983-84. Selon lui, il serait plus pertinent de recourir à une nouvelle taxe sur des populations privilégiées afin de dégager des ressources budgétaires. Selon le communiqué de l'Élysée, l'entretien a permis à Emmanuel Macron de rappeler le soutien de la France à la Tunisie dans les négociations avec FMI ou dans l'implémentation d'autres réformes. Au cours de cet entretien, Kaïs Saïed a confirmé sa participation au Sommet pour un « nouveau pacte financier mondial » des 22 et 23 juin prochains à Paris.

- **La Présidente du Conseil des ministres italien en visite en Tunisie le 6 juin**

**Le Président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, a reçu la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, le 6 juin.** Les discussions ont principalement porté sur les enjeux migratoires, Kaïs Saïed se réjouissant de pouvoir discuter avec « une femme qui dit tout haut ce que les autres pensent tout bas ». Giorgia Meloni a par ailleurs renouvelé l'appui de l'Italie à la conclusion d'un accord rapide entre la Tunisie et le FMI, « un accord fondamental pour le

renforcement et une pleine reprise dans le pays », se faisant « la porte-parole d'une approche pragmatique », tout en restant « dans le respect de la souveraineté tunisienne ».

- **Le Président de la République tunisienne propose une taxation supplémentaire sur les plus riches à la place de la levée des subventions**

**Lors d'une réunion avec la Cheffe du gouvernement tunisien, Najla Bouden, le Président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, a proposé une alternative à la levée des subventions pour concilier justice sociale et soutenabilité budgétaire :** « au lieu de lever les subventions au nom de la rationalisation, il est possible d'appliquer des taxes supplémentaires à ceux qui en bénéficient et sans se soumettre aux diktats étrangers ». Ces déclarations interviennent à la suite d'une réunion entre Kaïs Saïed et quinze universitaires tunisiens, portant sur les enjeux économiques et sociaux. Le sujet de l'impact de la suppression des subventions est au cœur du blocage actuel des négociations avec le FMI. Le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Saïed, avait déclaré de son côté le 2 juin que « l'État s'est engagé à faire en sorte que la levée des subventions n'impacte pas les personnes aux faibles revenus ».

- **La Société Générale engage une réflexion stratégique sur sa participation au capital de l'Union Internationale de Banques (UIB)**

**Lors du Conseil d'administration du 6 juin de la banque tunisienne Union Internationale de Banques (UIB), dont la Société Générale détient 52,34% du capital, cette dernière a indiqué « avoir ouvert une réflexion stratégique sur sa**

**participation au capital de l'UIB » et « avoir engagé, dans ce cadre, une étude avec une banque conseil en vue d'identifier des contreparties potentielles pour sa participation au Capital de l'UIB ».** La cotation de l'UIB à la Bourse de Tunis, suspendue le 4 juin, a repris le 8 juin.

- **La Banque Mondiale et la Tunisie signent un accord de financement de 113,6 M€ pour des projets d'assainissement**

Le Ministre de l'économie et de la planification, Samir Saïed, la ministre de l'environnement, Leila Chikhaoui, le représentant résident de la Banque mondiale (BM) en Tunisie, Alexandre Arrobio, et le président de l'Office National de l'Assainissement (ONAS), Abdelmajid Bettaieb, ont signé le 3 juin une convention de financement de 113,6 M€ dans le cadre d'un projet d'amélioration des services d'assainissement à Tunis, dans l'Ariana, à Sfax, Gabès, Médenine et Tataouine. Le projet, dont le montant global s'élève à environ 524 M€, sera suivi par d'autres projets futurs avec la BM selon Lela Chikhaoui.

- **L'Institut tunisien des études stratégiques publie une étude sur le secteur informel en Tunisie**

L'Institut tunisien des études stratégiques (ITES) a publié le 5 juin un *policy paper*, en collaboration avec le *Konrad Adenauer Stiftung*, sur le « **secteur informel : inclusion, transition et conformité** ». L'étude explique que l'économie tunisienne est composée de trois blocs : un bloc « structuré » composé des entreprises individuelles ou sociétaires organisées, un bloc « informel » composé des activités qui ne détiennent pas de comptabilité et un bloc « administratif » composé des administrations publiques. Leurs parts respectives dans le PIB sont de 52%, 28% et 20%, et dans l'emploi de 36%, 44% et 20%. Plusieurs types de mesures sont proposées par le papier pour lutter contre le travail informel : la

facilitation des procédures de création d'entreprises individuelles, l'adoption d'un régime fiscal souple et léger pour les travailleurs informels en échange de couverture sociale, une facilitation de l'accès au crédit, une plus grande flexibilité des règles d'embauche et de licenciement, l'amélioration de l'enseignement et de la formation professionnelle pour limiter le décrochage scolaire et enfin la digitalisation des services administratifs.

- **La première exportation tunisienne dans le cadre de la ZLECAf a eu lieu**

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont la Tunisie a ratifié l'accord en 2020, a délivré ses deux premiers certificats d'origine à des entreprises tunisiennes le 17 mai. L'une d'elles a expédié le 6 juin un conteneur à destination du Cameroun depuis le port de Radès. Cette première exportation intervient un mois après la finalisation des procédures légales et des conditions techniques nécessaires à la Tunisie pour l'application de la ZLECAf par la Direction générale des douanes. Pour rappel, la ZLECAf vise à créer la plus grande zone de libre-échange au monde, autour de 1,2 Md de personnes et 2,5 Md€.

- **L'ambassadeur de France rappelle son intérêt pour le projet de l'hôpital multidisciplinaire de Gafsa**

Lors de sa visite au gouvernorat de Gafsa le 5 juin, l'Ambassadeur de France en Tunisie, M. André Parant, a rappelé l'engagement de la France pour le financement du projet de l'hôpital multidisciplinaire de Gafsa à hauteur de 80 M€, l'équivalent d'environ 260 M TND sous forme de conversion de dettes tunisiennes envers la France en capitaux d'investissement. Dans le cadre de ce projet, toutes les études de faisabilité sont finalisées et les travaux de conception architecturale sont susceptibles de démarrer très prochainement.

- **Visite de la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Sidi Ben Aoun financée par l'AFD**

L'Ambassadeur de France en Tunisie, André Parant, le Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) Yazid Safir, et les représentants de l'Office National de l'Assainissement (ONAS) se sont rendus le 6 juin dans la nouvelle station d'épuration des eaux usées (STEP) de Sidi Ali Ben Aoun, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid. Cette STEP représente la cinquième tranche du programme d'assainissement des quartiers populaires (PNAQP5) financé à 30 MEUR par l'AFD et dont les phases précédentes ont déjà eu des résultats positifs dont la réduction des inégalités territoriales et l'amélioration des conditions de vies d'un million de personnes habitant dans plus de 900 quartiers défavorisés. Avec un potentiel de réutilisation de 803 000 m<sup>3</sup> d'eaux usées traitées par an, cette STEP bénéficiera principalement aux agriculteurs de Sidi Bouzid. L'AFD est un partenaire historique de l'ONAS avec qui elle collabore sur plusieurs projets qui s'inscrivent dans une volonté d'améliorer l'accès aux services d'assainissement, de réduire le stress hydrique.

- **Visite du Vice-président de la BERD, Jürgen Rigterink en Tunisie**

Le Vice-président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement BERD, Jürgen Rigterink accompagné d'une délégation a rencontré le 5 juin la Première ministre Najla Bouden. Jürgen Rigterink a annoncé l'extension des activités de la BERD en Tunisie et l'arrivée d'un conseiller économique dédié au pays.

**Jürgen Rigterink, s'est également entretenu avec la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia, au sujet de leur coopération et des projets à venir.**

Lors de cet entretien, la ministre des Finances a rappelé les efforts de la Tunisie sur la question des

dettes extérieures et a rappelé l'intérêt pour le pays de protéger le tissu social local.

Cette visite a également été l'occasion de lancer la **plateforme nationale d'investissement numérique afin d'améliorer l'écosystème de l'investissement en Tunisie conçue par la BERD et l'Autorité tunisienne de l'investissement (TIA). Cette plateforme fournira des services numériques automatisés aux investisseurs sur plusieurs étapes** allant de la déclaration d'investissement à l'octroi de l'autorisation et au suivi. Un guide numérique a été co-conçu par la BERD et la TIA pour simplifier l'accès aux informations, aux opportunités et aux incitations pour les investisseurs commerciaux et la BERD a également proposé une assistance technique au Conseil national stratégique de l'investissement, hébergé par la TIA pour améliorer le dialogue public-privé. Ce projet vise à faciliter les démarches des investisseurs afin d'attirer l'investissement direct étranger et d'améliorer le climat des affaires et fait partie des objectifs du Hub numérique de la BERD de 2022.

**La BERD et L'union européenne ont inauguré le site de recyclage des déchets industriels de l'entreprise Elec'Recyclage qui a bénéficié d'un prêt de 1,1 MEUR de la BERD et d'une subvention de 85 000 EUR de l'UE pour l'assistance technique.**

Le soutien de la BERD a également concerné la mise en place d'un système de gestion de santé et de la sécurité au travail qui a permis à l'entreprise d'obtenir l'accréditation ISO 45001.

Depuis son installation en Tunisie en 2012, la BERD a investi plus d'1,9 MEUR dans 62 projets. BERD est présente en Tunisie depuis 2021.

## Libye

- **La NOC achève la construction d'une conduite de gaz pour l'usine de dessalement de Zuwara**

La **National Oil Corporation** a achevé la construction d'une conduite de gaz pour l'usine de dessalement de Zuwara, pour un coût de **7,3 MUSD**. Selon la NOC, la conduite de gaz de 10 km de long reliant le complexe de Mellitah à l'usine de dessalement de Zuwara profitera à 300 000 personnes à Zuwara et dans les villes voisines. La station contribuera à rationaliser la consommation de carburant et à réduire l'épuisement des ressources de l'État. L'usine de dessalement de Zuwara est la seule station produisant de l'eau potable. La conduite de gaz assurera un approvisionnement régulier et continu de l'usine de dessalement de Zuwara en gaz plutôt qu'en carburant liquide.

- **Rencontre entre président du Conseil présidentiel, Mohammed El-Manfi et l'envoyé spécial du Président français en Libye, Paul Soler**

Le président du Conseil présidentiel, **Muhammad Al-Manfi**, a reçu le 8 juin l'envoyé spécial du président français en Libye, **Paul Soler**, en présence

du chef d'état-major général, le général de corps d'armée **Muhammad Al-Haddad**, et de l'Ambassadeur de France en Libye, **Mostafa Mihraje**, pour discuter de six dossiers : immigration, protection des frontières, résultats des travaux du comité (6 + 6), sécurité, coopération militaire et coopération économique. Cette rencontre a permis de rappeler la nécessité de renforcer les liens de coopération entre la France et la Libye. Paul Soler travaille d'ailleurs à l'organisation d'un sommet sur la sécurité libyenne auquel il souhaite convier des responsables militaires et sécuritaires de l'est et de l'ouest de la Libye.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)